



VIVE LE PCF (MLM) !

## Le Parti Ouvrier Français



### Le rôle de Jules Guesde après la Commune

La Commune de Paris fut, en 1871, le moment du grand tournant dans l'histoire de France ; elle marqua la naissance du mouvement ouvrier révolutionnaire en toute indépendance. Pour la première fois, la classe ouvrière s'était élancée de manière seule, sans se soumettre ou s'allier à la bourgeoisie dans une lutte anti-féodale.

Cependant, la classe ouvrière était embryonnaire, alliée à la plèbe ; l'échec de la Commune de Paris provoqua ainsi un cataclysme politique. 1871 fut une année d'une grande importance pour l'histoire du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale ; le prix à payer en France fut toutefois un recul significatif, à tous les niveaux.

Déjà, il y avait les pertes humaines, 30 000 communards ayant été tués, 45 000 autres emprisonnés ou déportés en Nouvelle-Calédonie, certains étant condamnés à mort.

Ensuite, il y eut la répression. Une loi particulière fut promulguée en 1872, afin de contrer la propagande de la Ire Internationale, alors que les libertés syndicales avaient disparu, les activités démocratiques étaient entravées ; l'état de siège était même maintenu dans les grandes régions industrielles.

Paris était soumis à un ordre très strict et ne connaîtra de pas de maire avant 1977 ; ce n'est qu'en

2002 que la Préfecture de Police acceptera de partager ses prérogatives sur la police municipale avec la mairie de Paris.

Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais furent alors à l'avant-garde de la lutte des classes, affrontant la répression dès 1872, alors que des organismes se constituaient sous la forme de mutualités, de coopératives, de syndicats clandestins, voire même de sections de la Ire Internationale.

En 1876, il y a ainsi cinquante grèves dépassant quinze jours et un congrès ouvrier se tint, regroupant 350 représentants de 76 regroupements.

Parallèlement, le premier tome du Capital de Karl Marx fut publié en différents tomes de 1872 à 1875, recevant l'attention particulière d'un petit groupe d'ouvriers et d'universitaires, le *Cercle d'études philosophiques et sociales* se réunissant au Café Soufflet, à côté de la Sorbonne, à l'angle de la rue des Écoles et du boulevard Saint-Michel.

Une personnalité s'en rapprocha : Jules Basile, né en 1845, dit Jules Guesde, du nom de sa mère. Il s'agissait d'un journaliste républicain au moment de l'Empire, qui avait pris le parti de la Commune de Paris, ce qui l'amena à devoir s'enfuir tout d'abord en Suisse, où il se rapprocha de l'anarchisme, puis en Italie de 1874 à 1876, où il se rapprocha du marxisme.

De retour en France en septembre 1876, Jules Guesde participa tout d'abord à la presse de la gauche radicale : aux *Droits de l'Homme* et à son successeur *Le Radical* ; son premier article, paru le 15 octobre 1876, traitait de l'importance du congrès ouvrier devant se tenir à Paris.

La rencontre avec les membres du groupe du Café Soufflot amena un saut qualitatif. Lorsqu'il lança *L'Égalité* en novembre 1877, Jules Guesde n'était encore qu'un républicain devenu socialiste, à la croisée de l'anarchisme et d'un intérêt certain pour le marxisme. Mais il portait une dynamique très claire, portée par le prolétariat lui-même à l'arrière-plan : la défense de l'identité de la Commune, et même son exaltation.

Cela ne pouvait qu'amener la production d'une réalisation solide dans les faits, surtout qu'à cela s'ajoutait l'émergence historique en Europe centrale de la social-démocratie assumant le marxisme constitué en doctrine par Friedrich Engels et Karl Kautsky.

Jules Guesde fut transcendé par ce moment historique, devenant une figure acharnée vivant dans une extrême pauvreté toute sa vie, un incessant propagandiste de la cause révolutionnaire.

Les premiers échecs ne pouvaient pas bloquer son affirmation. *L'Égalité* s'effondra, en effet, dès juillet 1878, malgré l'abnégation complète de ses acteurs, Jules Guesde le premier. Il fallut changer d'imprimerie, sous pression administrative, au troisième numéro, il y eut plusieurs perquisitions au domicile de Jules Guesde, le gérant étant condamné pour « apologie de faits qualifiés de crimes » à 1 an de prison et 1000 francs d'amende, etc.

Il y eut également la tentative, décidée lors d'un congrès régional à Paris, rue du Faubourg du Temple à l'Alhambra, de profiter de l'exposition universelle de 1878 à Paris, Jules Guesde lançant le projet d'un congrès ouvrier international, aux côtés de trois rédacteurs de *L'Egalité*, ainsi que les délégués des six plus importantes chambres syndicales parisiennes (employés de commerce,

mécaniciens, mégisseurs, menuisiers, serruriers, tailleurs).

Arrêtés, ils pratiquèrent une ligne de défense collective, dont Jules Guesde fut l'orateur et à ce titre le plus lourdement condamné, avec 6 mois de prison et 200 francs d'amende.

Une identité était née.

Jules Guesde rédigea un « *Programme des socialistes révolutionnaires français* », diffusé au printemps 1879 avec 541 signatures. *L'Égalité* réapparut en janvier 1880, cette fois en se définissant non plus comme « *journal républicain socialiste* », mais comme un « *organe collectiviste révolutionnaire* ». L'organe disparut en décembre 1882, réapparaissant brièvement en février 1883, pour laisser la place au *Socialiste* d'août 1885 à février 1888.

Mais c'était là une nouvelle histoire : celle de la tentative de fonder un Parti Ouvrier, fondé sur le collectivisme. Gabriel Deville, l'un des premiers activistes aux côtés de Jules Guesde, témoignera du succès de cette activité en expliquant, dans le cadre d'un résumé du *Capital* de Karl Marx, publié en 1883 :

« Les mots Parti ouvrier et collectivisme, aujourd'hui passés dans notre langue politique étaient, peut-on dire, inconnus ; les idées qu'ils représentaient ne comptaient en France que de rares partisans, sans liens, sans possibilités d'action commune.

C'est le journal *L'Égalité*, fondé sur l'initiative de Jules Guesde et dirigé par lui, qui a seul donné l'impulsion au mouvement socialiste révolutionnaire actuel. »

## Le concept de collectivisme

Que signifie le collectivisme mis en avant par Jules Guesde, à la toute fin des années 1870 ? Voici comment il le définit, dans *Collectivisme et Révolution*, datant de 1879 :

« C'est la socialisation, ou encore, dans l'état actuel de l'Europe, la nationalisation du capital immobilier et mobilier, depuis le sol jusqu'à la machine, mis désormais directement à la disposition des groupes producteurs.

Plus de capitalistes, plus de patrons achetant et trouvant à acheter pour un morceau de pain la force de travail de millions d'hommes réduits au rôle de machines, produisant tout et manquant de tout : ou mieux, un seul patron, un seul capitaliste : Tout le monde ! mais tout le monde travaillant, obligé de travailler et maître de la totalité des valeurs sorties de ses mains.

Alors, et seulement alors, le bien-être, la richesse seront réellement le fruit du travail, puisque ceux-là seuls qui auront produit pourront consommer ou jouir ; proportionnés au travail, puisque tout le produit restera aux travailleurs qui pourront consommer d'autant plus qu'ils auront travaillé ou produit davantage ;

Alors disparaîtra l'oisiveté, mère et fille de l'exploitation de l'homme par l'homme ; et, avec l'oisiveté, qui n'est pas mortelle seulement à la société qu'elle appauvrit mais encore à l'oisif qu'elle corrompt et dégrade, disparaîtra le principal, sinon unique excitant au vol, à la prostitution, etc., c'est-à-dire le spectacle de la richesse en dehors du travail, du bien-être, de la consommation sans production équivalente ;

Alors, la production ou la richesse générale s'accroîtra de toutes les forces productives aujourd'hui immobilisées dans la classe exclusivement consommatrice et oisive, mise en demeure de travailler pour vivre ;

Alors, la surproduction ou l'encombrement des marchandises qui entraîne aujourd'hui les chômages mortels que l'on sait, c'est-à-dire de véritables famines, d'origine sociale, sévissant sur telle ou telle branche des travailleurs, n'aurait d'autre effet que de satisfaire plus largement, plus abondamment à la consommation d'un chacun ou d'augmenter les loisirs de tous ;

Alors, de fléaux qu'elles sont aujourd'hui pour l'ouvrier dont elles prennent la place avec la vie, les machines multipliées, perfectionnées, automatisées, se transformeront en autant de bienfaits, de « dieux » pour le travailleur dont elles ne feraient, suivant les besoins, que diminuer le travail ou qu'augmenter le bien-être en augmentant les produits devenus sa propriété exclusive ;

Alors, ce qui est impossible à l'ordre social actuel, malgré que la justice et l'intérêt général l'exigent, c'est-à-dire la mise à la charge de la société des frais d'entretien et de développement intégral de tous les enfants sans distinction, se fera pour ainsi dire de soi-même, etc., etc. »

On voit ici que Jules Guesde défend le principe du socialisme. Il reconnaît que la grande production est plus efficace : il n'est pas un proudhonien, désireux d'en revenir à la petite propriété. Il rejette celle-ci, ce qui l'amène dans le camp du collectivisme, et donc alors des marxistes.

Mais de l'autre, et c'est là ce qui posera un souci, une limite historique, Jules Guesde voit la solution révolutionnaire comme une unification des contraires ; tout comme Pierre-Joseph Proudhon, il ne connaît pas la dialectique et espère davantage la fusion des classes que leur dépassement.

Tout le problème tient donc à la notion de collectivisme, à la fois évidemment proche du marxisme, mais également très éloigné si se situant dans l'interprétation du socialisme telle qu'elle pouvait exister alors chez les courants justement non marxistes.

On sait, en effet, que le matérialisme dialectique raisonne en termes de mode de production, avec le dépassement de celui-ci par le saut dialectique amené par une contradiction fondamentale.

Ainsi, le prolétariat et la bourgeoisie s'opposent dans une seule contradiction propre à un mode de production donné, le capitalisme. Cette étape était nécessaire historiquement pour développer les forces productives.

On ne trouve pas cela chez Jules Guesde, qui possède une certaine lecture romantique au sujet de la dépossession que connaîtraient les travailleurs, à quoi il faudrait mettre un terme par l'appropriation : les travailleurs devraient devenir « *leurs propres capitalistes* ».

Voici en effet comment Jules Guesde explique, dès le départ du document mentionné plus haut, en quoi consiste l'objectif socialiste :

« Le salariat, dont l'économie politique bourgeoise a donné elle-même la loi et qui n'est pas à améliorer – parce qu'inaméliorable – mais à détruire, résulte de la possession, par les uns, du capital mis en valeur par les autres.

C'est parce que les travailleurs ne possèdent pas l'instrument et la matière de leur travail, qu'au lieu d'être rémunérés par leur produit ou l'équivalent de leur produit, ils sont réduits à ne recevoir en échange de leur production, quelle qu'elle soit, que ce qui leur est indispensable pour vivre et se reproduire.

C'est parce qu'ils ne possèdent pas leur outillage que, devenus outils eux-mêmes, ils ne sauraient être « payés » au delà de ce qui leur est strictement nécessaire pour se conserver et se continuer dans leurs enfants à l'état d'outils, de machines en activité – le prix des outils, comme le prix de toute chose échangeable ou vénale, tendant à ne pas dépasser le coût de production et de reproduction.

Dès lors, le problème de l'abolition du salariat se trouve énormément simplifié, pour ne pas dire résolu.

Puisque le salariat – cette misère à perpétuité de la masse ouvrière – est un effet de la division du capital, approprié par quelques-uns, et du travail, accompli par le plus grand nombre ; puisqu'il tient à la séparation de la société en deux classes : la classe oisive ou improductive des capitalistes et la classe non capitaliste ou prolétarienne des travailleurs, il ne disparaîtra et ne pourra disparaître que par la réunion dans les mêmes mains du travail et du capital, en d'autres termes lorsque les travailleurs seront devenus leurs propres capitalistes, possédant à la fois tout l'instrument et toute la matière de la production. »

Voici également comment Eugène Faillat, dans *Le parti ouvrier français : bourgeoisie et prolétariat, doctrine, origine et progrès du parti, les élus du parti à l'Hôtel-de-Ville*, fournit une vision du monde éminemment romantique, avec un cadre historique marqué par ce qui aurait été la trahison par la bourgeoisie :

« Au lendemain du premier Empire sous l'impérieuse impulsion des intérêts bourgeois, commencent les vastes entreprises.

Les capitaux jusqu'alors disséminés, s'associent, brisant le cercle étroit des affaires individuelles pour entrer dans le cercle illimité des affaires collectives, mais au profit d'un petit nombre.

Proudhon a tracé de main de maître l'histoire de cette période. De ce fait une féodalité économiquement, sinon moralement, plus solidaire que la terrienne, assujettit la plèbe ; en même temps, l'Administration publique assujettit au personnel de plus en plus nombreux.

Ainsi, par millions, les travailleurs enrégimentés, hiérarchisés, dans les beaux, chemins de fer, banques, assurances, magasins, usines, mines, sont devenus les damnés du salariat.

Chacun sait la cruelle exactitude de notre expression.

Les petits patrons, force vive de l'industrie et du commerce, disparaissent, épuisés dans une lutte réciproque, écrasés par les gros, saignés à blanc par les petits Schylock de la banque, eux-mêmes vassaux de la haute finance.

Tous, victimes surtout de leur orgueilleuse obstination à repousser la solidarité. »

Le collectivisme proposé par Jules Guesde se veut donc une réponse historique à ce qui apparaît comme un manque historique, comme si la bourgeoisie n'avait pas terminé pas son travail. Le concept de révolution qui en découle devient alors nécessairement pragmatique.

## La «révolution violente»

Puisque la bourgeoisie avait failli et que le collectivisme apparaissait comme nécessaire, alors il n'est, en quelque sorte, nul besoin de tactique ou de stratégie.

Jules Guesde va être celui qui va amener la naissance du Parti Ouvrier Français, historiquement la première organisation qui, en France, se revendique de Karl Marx et revendique « *l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et la socialisation des moyens de production* ».

Toutefois, on chercherait en vain une perspective tactique et stratégique. Une fois passée l'étape des premiers petits cercles de propagande, cette absence allait se prouver fatale.

Il est vrai que la situation était difficile ; Friedrich Engels et Karl Marx avaient compris les limites historiques de ce qui se passait en France. Mais de par l'approche somme toute encore largement bakouniniste de leur projet, Jules Guesde et Paul Lafargue étaient incapables de le comprendre, leur perspective n'étant que propagandiste.

Leur conception de la révolution était purement et simplement collectiviste, comme seul horizon, seul projet, seule option. Ils ruaiet ainsi dans les brancards, à tout prix. Jules Guesde alla six mois en prison en 1882, avec Paul Lafargue, pour appel à la guerre civile. Voici ses propos au tribunal :

« Non je n'ai pas fait appel au meurtre et au pillage... Mais j'ai fait appel à la force.

Loin de la répudier, je compte sur elle. Elle est l'instrument de toute les transformations.

En la proclamant, en invitant le prolétariat à ne compter que sur lui même et à se tenir prêt, je fais de l'histoire et je ne commets pas de crime...

C'est une révolution qui nous a donné l'égalité devant la loi ; une autre le suffrage universel ; une autre, la forme républicaine dans le domaine économique.

Je ne suis que logique en comptant sur une révolution nouvelle pour obtenir l'égalité dans les moyens de production, le suffrage dans l'atelier, la république dans le domaine économique. »

Trois ans plus tard, les deux se retrouvèrent de nouveau au tribunal, aux côtés de l'anarchiste Louise Michel. Ses propos restent tout autant combatifs :

« Non pas que je n'aie parlé de du "fusil libérateur". Je ne renie aucun de mes mots.

Mais ce fusil n'était pas dirigé contre un homme dont la peau ne nous importe ni peu ni prou.

C'était le fusil de vos grandes journées, Monsieur de la bourgeoisie, le fusil du 14 juillet et du 10 août, le fusil de 1830 et de 1848, le fusil du 4 septembre 1870. Il a porté au pouvoir le tiers-état. Il y portera -et avec autant de droit- la classe ouvrière.

Car, à moins que vous n'ayez la prétention de monopolisé la révolution comme vous avez déjà monopolisé la propriété, je ne vois pas sur quoi vous pourriez vous fonder pour interdire à l'affranchissement prolétarien l'emploi de cette force qui vous a affranchi à votre heure. »

Cette fois, il y eut l'acquittement général, décidé par un jury populaire. Mais cela témoigne de l'approche de Jules Guesde, dont les références restent, comme on le voit, à la fois 1789 (le 14 juillet) et 1792 (le 10 août avec la prise des Tuileries), 1830 et 1848, la proclamation de la République française du 4 septembre 1870.

Jules Guesde ne raisonne pas en termes d'opposition prolétariat - bourgeoisie ; il reprend comme modèle les révolutions précédentes, affirmant que cette fois, leur caractère populaire doit prendre entièrement le dessus. On reste ici dans la perspective d'une révolution bourgeoise démocratique allant jusqu'au bout.

Dans *Parlementarisme et Révolution*, publié dans *Le Socialiste* du 10 novembre 1894, il explique ainsi :

« Pour restituer à la nation productrice ses moyens de production, il faut un prolétariat devenu le gouvernement et faisant la loi.

Reste à savoir comment, de classe gouvernée qu'elle est actuellement, la France travailleuse deviendra, pourra devenir classe gouvernante.

Le bulletin de vote qui nous a déjà installés dans une centaine d'Hôtels-de-ville et qui a jeté au Palais Bourbon l'importante minorité que l'on sait, est un premier moyen. Sera-t-il le seul ?

Pas plus que nous le croyions hier, nous ne le croyons aujourd'hui. Mais depuis quand, parce qu'elle ne serait pas tout, l'action légale devrait-elle n'être rien ?

Loin de s'exclure, l'action électorale et l'action révolutionnaire se complètent, et se sont toujours complétées dans notre pays où - pour tous les partis - l'insurrection victorieuse n'a été que la suite, le couronnement du scrutin.

L'antagonisme que l'on voudrait établir - inutile de rechercher le pourquoi - entre le suffrage qui commence et le coup de force qui termine, n'a jamais existé que dans la métaphysique des salons.

L'histoire, toute notre histoire, est là pour démontrer que les sorties de légalité ont été toujours et nécessairement précédées de l'usage et l'emploi de cette légalité aussi longtemps qu'elle servait d'arme défensive - et offensive - à l'idée nouvelle, aux intérêts nouveaux en voie de recrutement et que la situation révolutionnaire ne s'était pas produite.

C'est légalement, électoralement, que l'Orléanisme a préparé son avènement au pouvoir. Ce qui ne l'a pas empêché d'aboutir à coups de fusil, par une bataille de trois jours, les glorieuses, qu'immortalise la Colonne dite de Juillet.

C'est légalement, électoralement, que le Bonapartisme s'est installé à l'Élysée. Ce qui ne l'a pas empêché d'employer la force - et quelle force ? le fusil tuant Baudin, le canon éventrant le boulevard Montmartre - pour aménager, en Empire troisième et dernier, aux Tuileries.

La République n'a pas fait exception à cette règle. C'est légalement, électoralement, elle aussi, que, par deux fois, sous la Monarchie de Juillet et sous l'Empire, elle a constitué son armée, conquis partiellement le pays. Ce qui ne l'a pas empêchée, pour devenir le gouvernement que préside en 1894 M. Casimir Périer, d'avoir dû passer par un accouchement violent, par le forceps de la rue.

Eh bien ! le socialisme d'aujourd'hui est légaliste, électoraliste, au même titre que tous les partis politiques qui l'ont devancé et qui sont à l'heure présente, coalisés contre lui dans ce qui peut leur rester de virilité. Nous n'avons pas la prétention d'innover, nous contentant des agents de lutte et de victoire qui ont servi aux autres et dont nous nous servons à notre tour.

Si quelque chose est particulièrement idiot, c'est le départ que l'on s'est avisé de faire entre les moyens, divisés en légaux et en illégaux, en pacifiques et en violents, pour admettre les uns et pour repousser les autres.

Il n'y a, il n'y aura jamais qu'une seule catégorie de moyens, déterminés par les circonstances : ceux qui conduisent au but poursuivi. Et ces moyens sont toujours révolutionnaires, lorsqu'il s'agit d'une révolution à accomplir.

Révolutionnaire est le bulletin de vote, si légal soit-il, lorsque, sur le terrain des candidatures de classe, il organise la France du travail contre la France du capital.

Révolutionnaire est l'action parlementaire, si pacifique soit-elle, lorsqu'elle bat, du haut de la tribune de la Chambre, le rappel des mécontents de l'atelier, du champ et du comptoir, et lorsqu'elle accule la société capitaliste au refus ou à l'impuissance de leur donner satisfaction.

Anti-révolutionnaire, réactionnaire au premier chef serait, en revanche, l'émeute, malgré son caractère d'illégalité et de violence, parce qu'en fournissant au capital moribond la saignée populaire dont il a besoin pour se survivre, elle reculerait l'heure de la délivrance.

Non moins anti-révolutionnaire, non moins réactionnaire - et pour la même raison - toute tentative de grève générale condamnée, à travers les divisions ouvrières et paysannes, au plus désastreux des avortements.

Le devoir du parti socialiste est d'écarter comme un traquenard, comme une manœuvre de l'ennemi, tout ce qui, malgré son caractère rutilant et pétardier, égarerait et épuiserait inutilement nos forces de première ligne, et de servir du parlement comme de la presse, comme des réunions, pour mener à terme la révolution qu'élabore cette fin de siècle. »



On a ici une théorie de la révolution comme coup de force à la forme universelle, comme il l'explique ici, lors d'une *Conférence à la société d'études économiques et politiques de Bruxelles* le 7 mars 1894 sur le collectivisme :

« Constitué en parti de classe ou de travail, le prolétariat, qui n'est pas limité aux seuls ouvriers dits manuels, qui comprend, devant et contre les inutiles et les nuisibles de la rente, du dividende et du profit, toutes les activités, depuis les plus musculaires jusqu'aux plus cérébrales, – l'ensemble des producteurs industriels, agricoles et scientifiques – aura, pour remettre la société en possession, pour reconstituer la patrimoine de l'humanité au bénéfice de tous ceux qui la constituent, à exproprier les expropriateurs de cette dernière.

C'est sa mission historique. Mais, avant tout, comme préface et condition de cette expropriation économique, il aura à s'emparer du pouvoir politique, à devenir le gouvernement, le facteur de la loi.

C'est grâce à l'Etat monopolisé par elle et devenu entre ses mains un outillage de compression de plus en plus développé et de plus en plus perfectionné, que la petite minorité capitaliste peut continuer à tenir, sous le joug, la grande majorité laborieuse.

Tant que cet Etat – qui, dans tous les conflits entre les employés et employeurs, entre salariés et salariants, joue le rôle de l'épée de Brennus, faisant toujours et fatalement pencher la balance du côté du capital – n'aura pas été enlevé à ses détenteurs actuels, il n'y aura rien de fait ni de faisable ; l'outil de la transformation nous manquera.

Le collectivisme dont je vous ai dit longuement, au risque d'abuser de votre attention, la genèse et le but, est donc suspendu à l'avènement politique ou gouvernemental des travailleurs, qu'ils arrivent au pouvoir pacifiquement ou au prix d'une de ces révolutions violentes qui ont été pour tous les partis en France, républicains et monarchistes, orléanistes et bonapartistes, la condition de leur triomphe successif. »

La mise sur le même plan de la prise du pouvoir des républicains, des monarchistes, des orléanistes, des bonapartistes, sous le vocable unique de révolution violente, reflète l'incompréhension de la nature des classes en présence, du type différent de leur prise de pouvoir, de la nature différente de leurs moyens, de leurs objectifs, etc.

« Et quelque regret qu'on en puisse évoquer, quelque pénible que paraisse aux natures pacifiques ce troisième et dernier moyen, nous n'avons plus devant nous que la reprise violente sur quelques-uns de ce qui appartient à tous, disons le mot : la révolution [emplacement de la note publiée ci-dessous].

Que cette Révolution soit non seulement possible, mais facile, c'est ce qui saute aux yeux des plus aveugles. Il suffit de réfléchir que ceux qui ont intérêt à la faire sont à ceux qui entendent s'y opposer, et s'y opposeront de toutes leurs forces, dans la proportion de 10 à 1, et que, loin d'aller diminuendo, cet écart va crescendo tous les jours, par le rejet dans le prolétariat des petits propriétaires, des petits commerçants et des petits patrons, incapables de soutenir la concurrence de la grande industrie, du grand commerce et de la grande propriété.

Ce qu'en revanche on est moins disposé à admettre, ce qui est contesté par des

socialistes de plus de cœur que de raison, c'est que cette Révolution s'impose, et que la logique et l'histoire soient d'accord pour la proclamer inévitable. Rien de plus exact cependant.

Quoi qu'on en dise et quoi qu'on fasse – nous l'avons vu tout à l'heure – le prolétariat ne disparaîtra avec le salariat ; la production sociale, au bénéfice du travailleur, ne succédera à la production capitaliste ; l'émancipation économique de l'humanité en un mot ne s'opérera que révolutionnairement, comme s'est opérée, successivement sa demi-émancipation religieuse, civile et politique.

Qui est-ce qui brise le joug de fer de l'unité catholique au XVI<sup>e</sup> siècle et, par l'introduction du libre examen dans les matières de foi, commence l'affranchissement des consciences ? La Réforme, mais la Réforme armée, l'épée d'une main et l'arquebuse de l'autre – c'est-à-dire la Révolution.

C'est la Révolution qui, en 89, supprime les Ordres, sinon les classes, la dîme, le droit d'aînesse, et au droit divin d'une famille royale substitue – au moins sur le papier – les « droits de l'homme et du citoyen ».

C'est la Révolution qui, en 1830, même escamotée par les d'Orléans, avec le concours de La Fayette, emporte les chartes octroyées et les religions d'Etat.

C'est la Révolution qui, en 1870, enterre définitivement, avec l'Empire, la dernière forme de la monarchie et fonde la République.

Et je ne parle pas de la Révolution avortée du 18 Mars, qui, si elle avait pu triompher, eut presque inutilisé nos efforts actuels en « universalisant, comme elle le voulait, le pouvoir et la propriété ».

Ainsi, égalité religieuse, égalité devant la loi, égalité devant le scrutin, ces trois grands pas en avant de nos espèces, sont d'origine, d'essence révolutionnaire. La force seule a pu en faire accoucher ce que l'on appelle aujourd'hui l'ancien régime.

Et il se rencontre des gens pour prétendre qu'il en sera autrement pour l'égalité sociale, autrement dit pour l'attribution à chacun des membres de la société des mêmes moyens de développement et d'action ! Et comment ? Pourquoi ? A quel titre ? »

Voici la note mentionnée dans le texte :

« Disons toute de suite – pour ne laisser aucune excuse à la mauvaise foi – que par Révolution nous n'entendons pas les coups de fusil au hasard et en permanence, l'insurrection pour l'insurrection, sans préparation, sans chance de succès et presque sans but.

Le sang ouvrier n'a que trop coulé depuis près d'un siècle sans résultat aucun ou au seul profit de la bourgeoisie divisée et aux prises avec elle-même, pour qu'il ne soit pas temps de mettre fin à ces saignées au moins inutiles.

La Révolution, pour nous, c'est la force « mise au service du droit », mais lorsque ce droit compris et revendiqué par la France ouvrière n'est plus séparé de sa réalisation, de

sa traduction en fait que par un obstacle, la résistance illégitime de l'ordre social qu'il s'agit de modifier ou de transformer.

Quant à cette force, il se peut – quoique rien ne permette de l'espérer – qu'elle soit le bulletin de vote, comme il se peut qu'elle soit le fusil.

Mais bulletin ou fusil, peu importe, il n'y en a pas moins Révolution, dès que ce qu'on appelle « le droit ancien » est éliminé en bloc et malgré lui pour « un droit nouveau ».

Est-il maintenant nécessaire d'ajouter que la Révolution ainsi entendue est subordonnée à deux choses

1° la conscience de leur droit au capital éveillé chez les prolétaires par une propagande ainsi active que continue ;

2° l'organisation des forces prolétariennes, organisation qui peut revêtir toutes les formes, syndicats, sociétés de résistance, et jusqu'aux sociétés coopératives de consommation, pourvu que ces dernières, au lieu d'être considérées comme le but, soient tenues pour ce qu'elles sont réellement, c'est-à-dire pour un simple moyen de groupement.

En dehors de ces deux conditions indispensables, il n'y a pas de Révolution possible ou, ce qui revient au même, il n'y a que des Révolutions stériles, exclusivement politiques et conservatrices de l'ordre capitaliste actuel. »

D'un côté Jules Guesde a une juste lecture de l'affrontement de classe, de l'autre il a une mauvaise interprétation de la lutte des classes comme phénomène matérialiste dialectique. La révolution est un coup de force, utilisable par n'importe quelle classe.

## **Le Programme marxiste**

Jules Guesde et ses partisans furent donc les partisans acharnés du collectivisme, cherchant à le diffuser dans le prolétariat en présentant la révolution comme nécessité absolue. C'est cela qui permit la rencontre avec le marxisme.

Aux congrès socialistes nationaux qui commencèrent à s'organiser, la thèse collectiviste fut initialement refusée, à Paris en 1876 et à Lyon en 1878, avant finalement de triompher à Marseille en 1879. L'objectif socialiste consista alors en l'appropriation collective de tous les instruments de travail et de toutes les forces de production.

Le congrès de l'année suivante, à Paris, marqua l'établissement d'un programme d'un Parti Ouvrier, prenant alors le nom de *Fédération du parti des travailleurs socialistes de France*. Celui-ci a été élaboré en mai 1880, Jules Guesde rendant alors visite à Karl Marx à Londres, où il obtint de nombreux entretiens.

Le début du programme est attribué à Karl Marx lui-même. Le reste a été écrit conjointement par Jules Guesde et Karl Marx, épaulés par Paul Lafargue et Friedrich Engels.

Quelques ajustements furent effectués à l'occasion du congrès du Havre en novembre 1880.

Programme élaboré en conformité des décisions du Congrès, tenu à Marseille du 20 au 31 octobre 1879, adopté au Congrès régional de la Fédération du Centre tenu à Paris du 18 au 25 juillet 1880, confirmé par le Congrès national tenu au Havre du 16 au 22 novembre 1880, ratifié par le Congrès régional de la Fédération du Nord tenu à Roubaix en octobre 1881, maintenu en vigueur par le Congrès national tenu à Reims du 30 octobre au 6 novembre 1881 et complété par le Congrès national tenu à Roanne du 26 septembre au 1er octobre 1882.

Considérant,

- Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race,
- Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils sont en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.)
- Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :
  1. La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel;
  2. La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Considérant,

- Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat - organisée en parti politique distinct;
- Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé en d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes :

a) PARTIE POLITIQUE.

1. Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout la loi contre l'Association internationale des travailleurs. Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme.
2. Suppression du budget des cultes, et retour à la Nation des "biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses" (décret de la

Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations.

3. Suppression de la Dette publique.

4. Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.

5. La commune maîtresse de son administration et de sa police

b) PARTIE ECONOMIQUE.

1. Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de quatorze ans, et de quatorze à dix-huit ans, réduction de la journée de travail à six heures.

2. Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières.

3. Minimum légal des salaires déterminé, chaque année, d'après le prix local des denrées, par une commission de statistique ouvrière.

4. Interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français.

5. Égalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes.

6. Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'État ou la commune.

7. Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides au travail.

8. Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers.

9. Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que représente l'industrie.

10. Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers, suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires (décret de la Commune du 27 avril 1871).

11. Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.) et l'exploitation de tous les ateliers de l'État confiée aux ouvriers qui y travaillent.

12. Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts direct en

un impôt progressif sur les revenus dépassant 3.000 francs. Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20.000 francs.

## La scission avec les possibilistes anti-marxistes

Le programme possède donc, indéniablement, une perspective marxiste. Ce qui caractérise la ligne de Jules Guesde, c'est la volonté d'aller de l'avant dans le collectivisme, ce qui équivaut à une réfutation directe de l'anarchisme.

Dans le *Programme agricole du Parti Ouvrier Français*, on lit ainsi :

« Le Parti ouvrier, qui, à l'inverse des anarchistes, n'attend pas de la misère étendue et intensifiée la transformation de l'ordre social et ne voit de libération pour le travail et pour la société que dans l'organisation et les efforts combinés des travailleurs des campagnes et des villes s'emparant du gouvernement et faisant la loi, a adopté le programme agricole suivant, destiné à coaliser dans la même lutte contre l'ennemi commun, la féodalité terrienne, tous les éléments de la production agricole, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le sol national. »

Voici également comment Jules Guesde, dans l'article *Anarchie et Socialisme* du 27 février 1886, exprime la différence entre collectivisme et anarchisme :

« L'anarchisme – qui n'est que de l'individualisme renforcé – a sa place, non pas dans l'évolution socialiste, mais dans l'évolution à rebours, dans une rétrogradation intellectuelle de la bourgeoisie cherchant son salut contre le communisme inévitable dans un retour en arrière que la vapeur et la machine rendent à jamais impossible. »

La clef de voûte du projet guesdiste consistait donc en le passage écrit par Karl Marx, la perspective portée par le préambule. C'est précisément cette partie qui va être la cible des « possibilistes » conduits par Paul Brousse.

Celui-ci représentait le courant anti-idéologie ; il attaquait les « *capucins marxistes* », dénonçant Jules Guesde qui va chercher ses sources dans « *les brouillards de la Tamise* », c'est-à-dire à Londres où vivait alors Karl Marx.

Cependant, il est nécessaire de voir que ce que dénonce Paul Brousse, c'est une tendance, pas un état de fait. Car, où en est-on niveau connaissance du marxisme ? Jusqu'en 1889, il n'y avait qu'une poignée d'ouvrages publiés en français :

a) *Misère de la philosophie, réplique à la « Philosophie de la misère » de M. Proudhon*, en 1847.

b) Le Livre I du *Capital*, publié de 1872 à 1875, alors que Gabriel Deville en a publié un résumé de 300 pages en 1883. Gabriel Deville, après avoir été député guesdiste, rejoindra les institutions : la *Commission centrale de recherche et de publication des documents sur l'histoire économique de la Révolution française* d'abord, la *Commission d'organisation des bibliothèques et des archives* ensuite, avant de devenir diplomate.

L'éditeur, Henri Oriol, était alors le libraire se chargeant de diffuser le guesdisme, avec notamment une « *Bibliothèque socialiste* », contenant notamment des *Cours d'économie sociale*, consistant en

sept fascicules avec les textes des conférences de Paul Lafargue et Gabriel Deville sur Karl Marx, ainsi que les *Rapports et résolutions des Congrès ouvriers* [c'est-à-dire ceux du Parti Ouvrier Français] de 1876 à 1883.

Il rejoignit finalement le camp des boulangistes, les partisans du général putschiste Boulanger.

c) *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, tiré de *l'Anti-Dühring*, est traduit par Paul Lafargue et publié en 1880 par l'éditeur et libraire militant Léon Derveaux, qui passera par la suite dans le camp des socialistes réformistes, les possibilistes.

d) *Le Manifeste du Parti Communiste*, traduit par Laura Lafargue, publié en feuilleton dans *L'Égalité* en 1882 et son successeur *Le Socialiste*, en 1885.

e) Divers extraits du *Capital* de Karl Marx : « La production capitaliste » publié dans *L'Égalité* du 30 décembre 1877, comme d'ailleurs « *L'accumulation capitaliste* » (20 janvier 1878), « *L'accumulation primitive* » (3 février 1878).

On a donc pratiquement aucun document à la disposition de manière réelle.

Par la suite, il y aura bien certaines œuvres publiées : *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* en 1893, le *Manifeste du Parti Communiste* l'est de nouveau en 1895 et en 1897, *Salaires, prix et profits* en 1899.

Cependant, on n'a en aucun cas une véritable doctrine élaborée, structurée, assimilée. Si le marxisme est présent dans le courant porté par Jules Guesde, c'est sous la forme d'une tendance, d'une orientation consistant en le matérialisme historique au grand maximum, compris de manière réducteur et par ailleurs nullement assimilé par la base.

Si Paul Lafargue tente de développer la connaissance du marxisme, qui est imparfait chez lui par ailleurs, comme avec *La base philosophique du Parti ouvrier*, publié en 1882 dans *L'Égalité*, la base du Parti Ouvrier ne maîtrise du marxisme que quelques slogans valorisant le collectivisme.

Karl Marx est une référence en tant que symbole du parti luttant pour le collectivisme, comme le dit Jules Guesde, dans une lettre à Karl Marx de la fin de l'année 1878 ou du début de 1879 :

« En effet, tout ce que vous exprimez dans votre lettre, je le pense aussi et je l'ai toujours pensé.

Si je suis révolutionnaire, si - comme vous - je crois à la nécessité de la violence pour résoudre la question sociale dans le sens collectiviste ou communiste, je suis de plus, comme vous, résolument hostile à des mouvements à la Cafiero qui - peut-être utiles en Russie - ne correspondent à aucune espèce d'exigence de la situation, ni en France, ni en Allemagne, ni en Italie.

Comme vous, je suis convaincu qu'avant que l'on puisse penser à une action, il faut avoir créé, au moyen d'une propagande aussi active que continuelle, un parti, une armée consciente.

Comme vous, je conteste finalement que la simple destruction de ce qui existe soit suffisant pour instaurer ce que nous voulons, et je pense qu'à terme plus ou moins long

l'impulsion, la direction, doit venir du haut, de ceux qui en « savent plus ».

Dans ces conditions, je me suis attaché depuis mon retour à créer ce « parti ouvrier indépendant et militant » qui - comme vous le proclamez si justement - est « de la plus haute importance » face aux événements qui se préparent. »

Comme l'avoue Gabriel Deville en 1897, dans la préface de la troisième édition de son résumé du *Capital* de Karl Marx :

« Même en 1877, quand je fus un de ceux qui commencèrent à propager par le journal la théorie collectiviste et marxiste, j'en connaissais à peine quelques rudiments : (...) nous apprenions le socialisme en même temps que nous l'apprenions à nos lecteurs, et il est incontestable que nous nous sommes parfois trompés. »

Il ne faudrait pas d'ailleurs penser que Karl Marx et Friedrich Engels étaient en lien étroit avec Jules Guesde, même s'ils reconnaissaient celui-ci comme le dirigeant de la fraction la plus avancée, ayant à ce titre la reconnaissance officielle ininterrompue et le soutien politique de la social-démocratie allemande.

L'épisode de la scission avec les possibilistes les horripila d'ailleurs particulièrement.

Les faits se déroulèrent ainsi : aux élections de 1881, le Parti obtint la mairie de Commeny, mais ne reçut que 18 000 voix à Paris. Paul Brousse, un anarchiste réformiste qui prônait l'autonomie du programme pour chaque circonscription, s'opposait alors à Jules Guesde pour qui les élections ne sont qu'un moyen de renforcer tant le Parti que la propagande.

Jules Guesde cherchait à assumer une ligne de relative centralisation et de discipline ; dans *L'Egalité*, il écrivait ainsi en décembre 1881 :

« L'unité de programme une fois brisée et l'autonomie des groupes proclamés en matière électorale, adieu toute garantie tant du point de vue socialiste qu'au point de vue révolutionnaire. C'est le Parti ouvrier ouvert à toutes les faiblesses et à toutes les spéculations. »

Ce fut le déclencheur de l'offensive de Paul Brousse, partisan du possibilisme : il fallait être radical, mais agir selon ce qui était possible. Cela l'amena sur le terrain du socialisme municipal.

Les possibilistes furent alors en mesure, à la suite de grandes manœuvres plus ou moins inavouables, de mettre en minorité les guesdistes au sein du Parti, réussissant à obtenir 80 délégués contre 31 délégués guesdistes au congrès de Saint-Etienne de septembre 1882.

Ce dernier entérina l'abandon du programme, permis aux sections locales de décider du programme électoral, et marqua le choix d'un nouveau nom, le terme de parti étant abandonné : *Fédération des travailleurs socialistes de France*.

Jules Guesde fit alors le choix de la rupture, ses partisans quittant la salle pour aller à Roanne fonder, 26 septembre au 1er octobre 1882, un nouveau parti assumant la centralisation, le Parti ouvrier, qui prit l'année suivante le nom de Parti Ouvrier français.

Dès le départ, le Parti Ouvrier Français entre donc en conflit avec Paul Brousse, qui maintint



la *Fédération des Travailleurs socialistes*. Cependant, une fraction d'élus partisans de Paul Brousse, dite « de la rue Cadet », considérait qu'il fallait se rapprocher des républicains bourgeois face au péril que représentait le général Boulanger avec ses velléités de coup d'État.

Sa Fédération se sépara alors en deux au congrès de Châtelleraut en octobre 1890, amenant la naissance d'un Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, qui lui-même connut une nouvelle scission qui donna naissance à l'*Alliance Communiste Révolutionnaire*.

## **Une organisation propagandiste non social-démocrate**

Le Parti Ouvrier Français connut une certaine montée en puissance sur le plan de l'organisation, grâce à d'un côté un engagement militant en faveur du collectivisme, de l'autre l'ouverture d'une perspective marxiste.

Initialement appelé *Fédération de parti des travailleurs socialistes en France* lors de sa fondation au congrès de Marseille d'octobre 1879, il s'appuyait sur un découpage en six régions : Nord, Est, Centre, Ouest, Midi, Algérie.

En fait, malgré la prétention centraliste, les régions étaient autonomes et en fait cela était même le cas des groupes locaux. Ceux-ci étaient libres de se fédérer ou bien d'être simplement en contact avec la direction. Chaque année, suivant le principe instauré au congrès national de Lille en octobre 1890, le Conseil National était organisé par une différente région.

Il faudra attendre 1890 pour que le Parti Ouvrier Français soit en mesure de disposer d'une structure pyramidale, avec des fédérations départementales instaurés en décembre 1892.

On reconnaît ici la tentative de suivre le modèle de la social-démocratie allemande, sans toutefois réellement être en mesure de posséder l'essentiel : le noyau idéologique synthétisé, l'organe de presse avec une base idéologique développée, une démarche politico-culturelle affirmée.

C'est que la base du guesdisme, c'est la propagande seulement, Jules Guesde et Paul Lafargue se fondant sur trois niveaux :

« propagande parlée (réunions, conférences) »

« propagande écrite (livres et journaux) »

« propagande agie (grèves, pétitions, scrutins, etc.) »

C'est le sens de la manière dont la presse est comprise : elle est un vecteur de l'agitation. Au quotidien central, *Le Socialiste*, ainsi qu'aux deux quotidiens dans le Nord, *Le Réveil* et *L'Egalité*, s'ajoutent huit hebdomadaire, à Grenoble, Limoges, Montluçon, Narbonne, Niort, Perpignan, Roanne, Troyes. On trouve également un tri-hebdomadaire à Calais, et sept hebdomadaires, à Agde, à Boulogne-sur-mer, en Gironde, à Marseille, en Meurthe-et-Moselle, à Nantes, à Valenciennes, ainsi qu'un bi-mensuel : *Les Antilles Socialistes*.

Voici comment Paul Lafargue, en 1888, présente l'organisation du Parti Ouvrier Français : on reconnaît la démarche non pas social-démocrate, mais anarchiste de groupes affinitaires, centralisés

de manière volontaire, etc.

## Action du Parti

### A. Administration

Les adhérents au programme et à la tactique du Parti ouvrier français dans une même localité se constituent en groupes d'études sociales, dont les membres établissent en commun leur budget, prennent les mesures propres à propager les doctrines du Parti dans leur domaine d'action, abordent et étudient tous les problèmes que les événements se chargent de venir journellement leur poser. Ils sont autonomes.

Dans une grande circonscription urbaine, dans un département ou une région du territoire français, les divers groupes se forment en Agglomérations, en Fédérations départementales ou régionales.

Les délégués de ces groupes se réunissent annuellement en Congrès régionaux ou départementaux et s'entendent, après délibération, sur l'action commune à mener dans la région.

Un Comité fédéral, élu par chaque Congrès, assure, pendant l'année, l'exécution des décisions ainsi prises.

Un Congrès national annuel réunit, de tous les points de la France, les délégués des fédérations et groupes du Parti, qui viennent exposer et soumettre à la libre discussion, les projets et les avis qui émanent de leurs mandants. Les décisions et résolutions du Congrès national sont souveraines jusqu'au Congrès suivant : il est l'arbitre et le juge suprême du Parti.

D'un Congrès à l'autre, un Conseil national, élu et responsable, est chargé de veiller à l'exécution des décisions des Congrès. Il se compose :

1. D'une Commission permanente de 11 membres, nommée par le Congrès et chargée de l'Administration du Parti ;
2. D'un délégué par Agglomération ou Fédération départementale ou régionale, choisi par sa fédération ou agglomération respective.

En toute occasion qui exige une action publique et unitaire du Parti, la Commission permanente convoque, en assemblée plénière, les représentants des Fédérations ou Agglomérations pour prendre les mesures nécessaires.

Les Secrétaires des groupes sont en relation permanente avec le Conseil national.

Toute l'action du Parti repose ainsi sur une discipline librement consentie. Indépendant dans l'étendue de son ressort immédiat, tout groupement dispose, en ce qui concerne la tactique à suivre sur un territoire plus étendu, d'une part d'influence dans les délibérations communes. Les décisions du Congrès national et celles du Conseil national qui le représente, sont ainsi l'expression directe de l'ensemble des tendances qui règnent dans le Parti.

Le Conseil national publie un organe central hebdomadaire, le Socialiste qui relie entre eux les groupes, pour lesquels l'abonnement est obligatoire

## B. Finances

Les groupes et les Fédérations fixent le montant des cotisations locales et fédérales payées par leurs membres. Toutefois, afin d'assurer une ressource permanente au Conseil national :

1. Tout membre du Parti doit posséder une carte d'adhérent et un exemplaire du règlement général, que les secrétaires se procurent au Conseil national, moyennant 25 centimes pour la carte et 10 centimes pour le règlement ;
2. Les reçus de cotisations mensuelles sont donnés aux membres au moyen de timbres mobiles, que les secrétaires achètent 5 centimes au Conseil national ;
3. Un insigne symbolique de métal est mis par le Conseil national à la disposition des secrétaires de groupes moyennant 25 centimes ;
4. Un droit de 5 % est perçu par le Conseil national sur le produit net de toute réunion, conférence, fête, etc, organisée par le Parti.

## Action du Parti

Le devoir du Parti est de préparer, partout et toujours, par tous les moyens, la révolution sociale qui pacifiquement ou violemment mettra le pouvoir politique dans les mains du prolétariat organisé en parti de classe ; seule condition qui permettra l'abolition du salariat et la remise à la collectivité, du sol et des instruments de production.

C'est pourquoi les militants, les groupes et les Fédérations ont à instituer une agitation constante: I. Par la propagande; II. Par l'action électorale.

### 1. Par la propagande

1. Propagande individuelle, qui s'exerce d'homme à homme, dans la maison, à l'atelier, dans tous les lieux de réunion ou l'on peut expliquer à un camarade le but et la raison d'être du Parti ;
2. Propagande collective, qui se fait :
  1. Dans des réunions et des conférences, pour lesquelles les Conseils fédéraux et le Conseil national mettent à la disposition des groupes des orateurs dévoués ;
  2. Par des articles de journaux, des brochures et des livres.  
Le Parti, outre son organe central le Socialiste, possède une vingtaine de journaux hebdomadaires dans divers départements.  
Le Parti possède, en outre, une bibliothèque bien munie de brochures de propagande à bon marché;

3. Par des actions en masse : pétitions aux pouvoirs publics, référendum locaux, intervention dans les grèves au profit des ouvriers qui se lèvent pour défendre leur pain de chaque jour.

## 2. Par l'action électorale

Le Parti doit présenter des candidats et faire pénétrer des représentants dans tous les corps élus :

- Conseils des Prud'hommes ;
- Conseils municipaux ;
- Conseils d'arrondissement ;
- Conseils généraux ;
- Chambre des députés ;
- Sénat.

Car, 1°, la période électorale lui offre le terrain le plus favorable pour une lutte légale contre la bourgeoisie capitaliste qui détient le pouvoir ;

2° Partout où le prolétariat installe ses représentants, il peut, d'une part, réaliser, non pas des réformes socialistes, qui ne sont possibles que le jour où il sera lui-même en possession de l'Etat, mais des améliorations de détail apportant quelque soulagement, et par la même quelque force, à la classe des travailleurs ;

3° Les vœux et les propositions de lois déposées par les Elus du Parti, ou bien forcent la bourgeoisie, par la crainte de la révolte ouvrière, à lâcher quelque parcelle de sa domination, ou bien servent à montrer plus nettement, par le mauvais vouloir des capitalistes, que le prolétariat, pour son émancipation économique et politique, ne doit compter que sur lui-même et sur sa propre force.

## Comment on fonde un groupe

Il suffit de quelques hommes dévoués, désireux de prendre part à la propagande socialiste, pour constituer le noyau d'un groupe d'études sociales.

A la suite d'une réunion, pour laquelle il est aisé de s'assurer le concours d'un ou plusieurs militants du Parti par l'intermédiaire d'un groupe déjà existant, d'une Fédération locale ou du Conseil national, le groupe déclare adhérer au programme et à la tactique du Parti ouvrier français. Il nomme un Secrétaire, qui adresse immédiatement au Conseil national la liste des membres du groupe, en lui demandant les cartes, insignes, exemplaires du règlement nécessaires, et en souscrivant un abonnement au Socialiste. (Trois mois: 1 fr. 50).

Dès lors, le groupe fonctionne et peut recruter autour de lui de nouvelles adhésions, assuré constamment de trouver l'aide la plus efficace auprès de tous les groupements du Parti, conformément à la devise : TOUS POUR UN, UN POUR TOUS

Dès qu'il existe plusieurs groupes dans un même département, il est de leur intérêt et de leur devoir de s'entendre pour former une Fédération départementale adhérente au Parti.

Tous ceux qui, souffrant directement ou indirectement, des misères de la société actuelle, sont convaincus qu'elles ne peuvent cesser que par l'entente internationale des travailleurs pour l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production et de distribution des produits, doivent adhérer au Parti ouvrier français.

Les velléités d'organisation centralisée sont donc parallèles à une démarche résumée à la propagande de groupes décentralisés, ce qui inévitablement va poser des soucis. Toute la contradiction pratique du guesdisme se situe à ce niveau là et son erreur trouve sa source dans l'incompréhension de la dimension idéologique-culturelle.

La perspective uniquement propagandiste ne pouvait permettre de réellement structurer une organisation s'étant élargie.

Au XVIIe congrès, en août 1899, le Parti Ouvrier Français disposait ainsi de 403 groupes dans 303 villes ; en 1892, il avait conquis 29 municipalités, dont Roubaix, Toulon, Marseille, Narbonne, Commeny, Montluçon ; aux élections de 1893, il avait recueilli 160 000 voix et possédait six élus sur la cinquantaine de députés appartenant au courant socialiste.

A la fin des années 1880, la section des Ardennes est également extrêmement puissante ; des regroupements par profession sont également fondés en région Centre : l'Union des Mécaniciens, le Bronze, la Typographie, la Fonderie de fer et du cuivre.

Si ses rangs dans le sud ne possèdent qu'environ 15% d'ouvriers, alors que sont nombreux les petits propriétaires ruraux, les commerçants et les employés de commerce, ce n'est pas le cas dans le Nord ouvrier, où le Parti Ouvrier Français dispose de 8 000 membres en 1899, soit environ la moitié de sa base militante.

Jules Guesde lui-même était élu député de Roubaix en 1893, devenu un bastion du Parti ; il participa, de 1882 à 1890, à 1200 conférences, devenant la figure de l'agitation en faveur du collectivisme.

## La valeur historique

Le Parti Ouvrier Français possédait une vraie dynamique historique. Aline Valette fut la première femme à parvenir à la direction d'une organisation socialiste, en l'occurrence le Parti Ouvrier Français. Elle fonda par la suite un journal qui ne dura pas, *L'Harmonie sociale* et fut l'organisatrice d'une *Fédération nationale des sociétés féministes*.

Jules Guesde lui-même prit position en faveur des femmes, alors que le mouvement ouvrier français de l'époque considérait que sa nature consistait à être ménagère. Dans *La femme et son droit au travail*, publié dans *Le Socialiste* du 9 octobre 1898, il se positionna clairement :

« Assurer à la femme comme à l'homme le développement intégral et la libre application de ses facultés. Assurer d'autre part aux travailleurs sans distinction de sexe, le produit intégral de leur travail. Là est toute la solution – et elle n'est que là. »

En fait, malgré ses limites, le Parti Ouvrier Français représentait un véritable pôle révolutionnaire.

C'est qu'à l'époque, non seulement plus de la moitié de la population est composée de paysans cultivant des parcelles, mais que plus la production industrielle des petites entreprises est plus importante que celle des grandes entreprises.

Les conditions étaient donc particulièrement difficiles. Le Parti Ouvrier Français ne put pareillement jamais vraiment s'implanter à Paris, où le proudhonisme était particulièrement développé, tout comme par ailleurs dans des centres de la vallée de la Loire et les Ardennes, alors que les blanquistes étaient également forts à Paris, mais aussi dans le Cher, la Nièvre, l'Indre.

Le boulangisme, le mouvement du général populiste et putschiste Georges Boulanger, eut également un écho dévastateur. Friedrich Engels, dans une lettre du 4 février 1889 à Laura Lafargue, la femme de Paul Lafargue, critique de manière particulièrement agressive la trahison historique des masses parisiennes :

« Dans l'élection de Boulanger je ne vois rien d'autre qu'une nette résurgence de l'élément bonapartiste dans le caractère parisien.

Dans les années 1799, 1848 et 1889, cette résurgence jaillit à chaque fois de l'insatisfaction que procurait la république bourgeoise, mais elle n'acquiert cette orientation spécifique qu'à la suite d'un courant chauvin.

Mais il y a pire encore : en 1799, Napoléon dut faire un coup d'État pour conquérir ces Parisiens qu'il avait fait mitrailler en Vendémiaire, alors qu'en 1889 ce sont les Parisiens eux-mêmes qui élisent l'un des bouchers de la Commune.

Soit dit sans brutalité, Paris - du moins pour l'heure - a démissionné comme ville révolutionnaire, démissionné non pas après un coup d'État victorieux et au milieu d'une guerre comme en 1799 ; non pas après six mois d'une lutte d'anéantissement comme en décembre 1848, mais en pleine paix, dix-huit ans après la Commune et à la veille d'une possible révolution.

Et nul ne peut donner tort à Bebel, lorsqu'il écrit dans la *Gleichheit* : « Les ouvriers parisiens, dans leur majorité, se sont comportés d'une façon tout simplement lamentable et on peut être très attristé pour leur conscience de classe socialiste lorsqu'on observe que 17 000 voix seulement vont à un candidat socialiste, tandis qu'un guignol et un démagogue comme Boulanger obtient 240 000 voix (...).

Quoi qu'il en soit, je veux espérer que le nouveau journal va sortir : nous devons prendre la situation telle qu'elle est - et en tirer le meilleur parti.

Si Paul [Lafargue] se remettait à travailler à un journal, il se préparerait et s'armerait pour la lutte, et cesserait de dire sur un ton désespéré : il n'y a pas à aller contre le courant. Nul ne lui demande d'arrêter le courant ; cependant si nous ne nous opposons pas au courant général de folie momentanée, je me demande que diable peut bien être notre tâche ?

Les habitants de la Ville lumière ont apporté la preuve qu'ils sont deux millions dont « la plupart sont des têtes creuses » selon l'expression de Carlyle ; cependant ce n'est pas encore une raison pour que nous-mêmes nous soyons des têtes creuses.

Laissez les Parisiens devenir réactionnaires, s'ils y trouvent leur bonheur, la révolution sociale continuera sa marche en avant en dépit d'eux, et, quand elle sera effectuée, ils pourront s'écrier : *Ah tiens ! c'est fait - et sans nous - qui l'aurait imaginé* »

Karl Marx était tout à fait conscient des limites historiques, comme en témoigne sa lettre à Friedrich Sorge du 5 novembre 1880 :

« Peu de temps après, Guesde est venu à Londres afin d'élaborer avec nous (Engels, Lafargue et moi-même) un programme électoral à l'adresse des ouvriers pour les prochaines élections. Certes, il a fallu y incorporer quelques incongruités auxquelles Guesde tenait absolument malgré nos protestations, par exemple le minimum de salaire fixé par la loi (je lui dis : si le prolétariat français est assez puéril pour avoir besoin de telles carottes, alors il ne vaut plus la peine d'établir de programme quelconque).

Cependant, ce très bref document - exception faite du préambule qui définit en quelques lignes le but communiste - ne renferme dans sa partie économique que des revendications qui surgissent spontanément et réellement du mouvement ouvrier.

C'est un pas énorme que de ramener les ouvriers français de leur brouillard phraséologique sur le terrain de la réalité, et c'est ce qui explique qu'il suscita une vive répulsion parmi tous ceux qui en France vivent de leurs escroqueries en « faisant du brouillard ».

Après une violente opposition des anarchistes, le programme fut d'abord adopté dans la région centrale, c'est-à-dire Paris et tout ce qui dépend de près et de loin de cette ville, puis dans tous les autres centres ouvriers.

La formation simultanée de groupes ouvriers mutuellistes qui cependant (sauf les anarchistes qui ne sont pas composés de véritables ouvriers, mais de déclassés, ainsi que de quelques ouvriers dupés qui forment la troupe ordinaire) ont adopté la plus grande partie des revendications « pratiques » du programme, de même que le fait qu'on y trouve les points de vue les plus différenciés, cela prouve à mes yeux qu'il s'agit là du premier mouvement ouvrier réel en France.

Jusqu'à présent on n'y trouvait que des sectes, qui ne recevaient naturellement leurs mots d'ordre que de fondateurs de sectes, cependant que la masse du prolétariat suivait les bourgeois radicaux ou ceux qui faisaient mine d'être radicaux, et elle se battait pour eux le jour de la décision, pour être, le lendemain, massacrée, déportée, etc., par les gaillards qu'elle avait hissés au pouvoir.

L'Émancipation, publiée il y a quelques jours à Lyon, sera l'organe du parti ouvrier, surgi sur la base du socialisme allemand (...).

Il serait temps, si l'on ne veut pas volontairement ruiner le journal [l'Égalité], si l'on n'a pas l'intention - ce qui est impensable - qu'il soit enterré à la suite de tout un processus de la part du gouvernement, alors il est temps que Lafargue mette fin à ses rodomontades sur les violences épouvantables de la révolution à venir. »

Friedrich Engels saluait d'ailleurs la valeur du programme du Parti Ouvrier Français, tout au moins pour sa base marxiste, comme ici dans une lettre à Eduard Bernstein, 25 octobre 1881 :

« Au demeurant, les brochures et les articles de Guesde sont les meilleurs qui aient paru en langue française ; c'est, en outre, l'un des meilleurs orateurs, qu'il y ait à Paris. Nous l'avons toujours trouvé franc et loyal. À nous, maintenant. Nous, c'est-à-dire Marx et moi, n'entretenons même pas de correspondance avec Guesde.

Nous ne lui avons écrit qu'à l'occasion d'affaires déterminées. Ce que Lafargue écrit à Guesde, nous ne le savons que d'une manière générale, et nous sommes loin d'avoir lu tout ce que Guesde écrit à Lafargue.

Dieu sait quels projets ont été échangés entre eux, sans que nous n'en sachions absolument rien.

Marx, comme moi, a donné de temps en temps un conseil à Guesde par l'intermédiaire de Lafargue, mais c'est à peine s'il a jamais été suivi.

Certes, Guesde est venu ici quand il s'est agi d'élaborer le projet de programme pour le Parti ouvrier français.

En présence de Lafargue et de moi-même, Marx lui a dicté les considérants de ce programme, Guesde tenant la plume : le travailleur n'est libre que s'il est en possession de ses moyens de travail, sous forme soit individuelle, soit collective ; la forme de propriété individuelle étant chaque jour davantage dépassée par le développement économique - il ne reste donc que la forme de possession collective, etc.

Bref, c'est un chef-d'œuvre de démonstration frappante, susceptible d'être exposée aux masses en quelques mots clairs, comme je n'en connais que peu, moi-même ayant été étonné par sa concision.

Le contenu suivant de ce programme fut ensuite discuté : certains points nous les avons introduits ou écartés, mais combien peu Guesde était le porte-parole de Marx ressort du fait qu'il y a introduit sa théorie insensée du « minimum de salaire ».

Comme nous n'en n'avions pas la responsabilité, mais les Français, nous avons fini par le laisser faire, quoique Guesde lui-même en concédât l'absurdité théorique. Au même moment Brousse était à Londres, et il aurait volontiers assisté à la réunion.

Cependant Guesde n'avait que peu de temps et s'attendait de la part de Brousse à d'interminables discussions sur des formules anarchistes mal assimilées, si bien qu'il tint à ce que Brousse n'assistât pas à cette séance. C'était son affaire. Mais Brousse ne le lui a jamais pardonné, d'où ses chamailleries avec Guesde. »

L'identité du Parti Ouvrier Français se situait de manière assumée dans la perspective communiste de Karl Marx. Voici, pour saisir l'esprit du Parti, quelques mots d'ordre inscrits sur les murs de la salle, aux côtés des drapeaux rouges et de guirlandes de la même couleur :

« Vive l'Internationale ! » « Travailleurs de tous les pays, unissons-nous » « Vive la Commune ! Souvenons-nous » « Hommage aux 35 000 fusillés de 1871 » « L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » « Les adversaires du socialisme sont de deux sortes : ceux qui ne le comprennent pas et ceux qui le comprennent trop » « Huit heures de travail,



huit heures de sommeil, huit heures de loisirs »

En ce sens, le Parti Ouvrier Français portait quelque chose de nouveau et semblait bien être en mesure de porter, malgré ses limites, la genèse du marxisme en France.

## **«Bêtises bakouninistes», besoin de déclamation et zèle intempestif**

Karl Marx et Friedrich Engels plaçaient donc leurs espoirs dans Jules Guesde, Paul Lafargue et le Parti Ouvrier Français. Ils suivaient avec attention le développement de ce qu'ils valorisaient.

Ils furent déçus et même affligés. Les qualités qui permettaient que quelque chose s'élançe en France se transformaient inmanquablement en leur contraire, en raison d'un pragmatisme dénué de sens politique, d'une ligne de rentre-dedans sans nuances ni contours.

La scission de 1882 avec les possibilistes avait été la première preuve de manque de sens politique. Friedrich Engels, dans une lettre à August Bebel, le 21 juin 1882, constatait ainsi :

« À Paris, c'est la scission dans le parti ouvrier. Les gens de L'Égalité - nos meilleurs éléments, Guesde, Deville, Lafargue, etc. - ont été, sans autre forme de procès, mis dehors au dernier congrès. »

Friedrich Engels apprécia pourtant que cela amenait, malgré tout, une rupture avec les opportunistes. Mais toute l'affaire était considérée comme mal gérée, rendue inévitable de manière maladroite de par l'approche de Jules Guesde et Paul Lafargue. Dans une lettre de Karl Marx à Friedrich Engels du 22 novembre 1882, celui-ci explique au sujet de la scission de 1882 avec les possibilistes :

« Nos amis français viennent de récolter ce qu'ils ont semé. Ce que nous leur avions prédit s'est littéralement réalisé.

Avec leur impatience, ils ont gâché une position remarquable que l'on ne pouvait exploiter qu'en étant discrets et en sachant attendre. Ils sont tombés dans le piège que leur ont tendu, dans la bonne vieille manière allianciste, les Malon et Brousse, qui utilisent la calomnie purement allusive, ne citant jamais des noms et complétant en secret, verbalement. Ils y sont tombés comme des gamins (et Lafargue en tête), en répondant par des attaques nominales et ouvertes, si bien qu'ils sont décriés comme ayant rompu la paix.

Par-dessus le marché, leur polémique est puérile : c'est ce qui apparaît dès qu'on lit la réponse de leurs adversaires. Ainsi Guesde escamote des passages notoires et essentiels de Joffrin, parce qu'ils sont incommodes pour lui, et il passe sous silence le fait que malgré son opposition le Comité national a décidé que le programme de Joffrin était plus radical que le programme minimum, de sorte que celui de Joffrin était autorisé par le parti.

Ce que, bien sûr, Joffrin exhibe triomphalement vis-à-vis de Guesde. Et Lafargue, de son côté, rédige ses articles de sorte que Malon puisse lui répondre : Mais qu'avons-nous dit d'autre sinon que les luttes des communiens du moyen âge contre la noblesse

féodale étaient des luttes de classes - et c'est ce que vous, monsieur Lafargue, vous contestez ?

À présent, je reçois de Paris une lettre de lamentations sur l'autre : ils seraient battus sans espoir et, dans une prochaine séance du Comité national, ils recevraient même des coups ; Guesde est tout aussi désespéré qu'il était euphorique il y a un mois, et il ne voit pas d'autre salut que de faire sécession avec sa minorité. À présent qu'ils s'aperçoivent avec étonnement qu'ils doivent manger le brouet qu'ils ont préparé eux-mêmes, ils en arrivent à la décision louable de laisser de côté toutes les questions de personnes. »

Karl Marx reproche à Jules Guesde et Paul Lafargue des « *bêtises bakouninistes* » et Friedrich Engels se plaignait déjà un an auparavant, dans une lettre à August Bebel du 25 août 1881, de ces mêmes bêtises :

« En France, les candidats ouvriers ont obtenu 20 000 voix à Paris et 40 000 en province, et si les dirigeants n'avaient pas fait bêtise sur bêtise depuis la fondation du parti ouvrier collectiviste, les résultats eussent encore été meilleurs.

Mais là aussi les masses sont meilleures que la plupart des dirigeants. Certains candidats parisiens ont perdu des milliers de voix parce qu'ils se sont lancés en province dans les phrases révolutionnaires creuses (qui font partie certes des coutumes de Paris, comme la criée chez les camelots), mais là-bas ils ont été pris au sérieux, et les gens se sont dit : faire une révolution avec quoi, puisque nous n'avons ni armes ni organisation ?

Au reste, le développement français suit son cours régulier, normal et tout à fait nécessaire sous forme pacifique, et cela est en ce moment très utile, parce que sans cela la province ne pourra être entraînée sérieusement dans le mouvement... »

Cette question de l'analyse de la situation de la France, délaissée au profit des déclamations bruyantes, est également souligné par Friedrich Engels, le 27 août 1881, dans une lettre à Karl Kautsky :

« Nos amis français semblent encore ne pas en avoir assez de toutes les bêtises qu'ils ont commises depuis deux ans avec leur zèle intempestif, leur copinage, leur besoin de déclamation, etc.

Le Citoyen a été vendu, semble-t-il, aux bonapartistes qui, certes, n'ont pas mis carrément les nôtres à la porte, mais ne les paient plus et, pour le reste, les traitent en canaille, comme s'ils voulaient les forcer à faire grève pour s'en débarrasser ensuite.

Par-dessus le marché, tous les nôtres se chamaillent entre eux, comme cela se passe si souvent quand les choses tourment mal.

L'un des plus malheureux est Brousse, un très brave garçon, mais d'une confusion la plus extrême : pour dire les choses sans détour, il tient pour le premier devoir de tout le mouvement de convertir tous ses ex-amis anarchistes. C'est lui aussi qui à l'époque a conçu la folle résolution de refuser de faire acte de candidature.

Au reste, le cours régulier et pacifique de mouvement en France n'est, en fin de compte, que favorable pour nous. C'est seulement si la province - comme c'est le cas depuis

1871 - est de plus en plus entraînée dans le mouvement et apparaît comme une puissance dans l'État, sous forme normale, légalement, que la forme de développement par à-coups que nous avons connue jusqu'ici en France, avec une action partant de Paris et une réaction de la province qui rejette le mouvement en arrière, peut prendre fin dans notre intérêt à tous.

Si le moment vient alors pour Paris d'agir, la capitale n'aura pas la province contre elle, mais avec elle pour l'appuyer. »

Le besoin de déclamation et le zèle intempestif avaient été bien compris par Friedrich Engels comme une démarche foncièrement erronée.

## **Un collectivisme volontariste mais apolitique**

Comment le Parti Ouvrier Français s'effondra-t-il par conséquent si rapidement ? C'est qu'il lui fallait bien, une fois avoir grandi, faire de la politique.

Sur le plan de la combativité, il fut aux premières loges, avec la grève des mineurs du Pas-de-Calais en 1889, la grève de Carmaux en 1892. Le Parti Ouvrier Français organisa même le soutien national à la grande grève des mineurs de Decazeville en 1886, Friedrich Engels se chargeant du soutien international.

Cela aboutit, la même année, à la formation de la Fédération nationale des syndicats, la première organisation syndicale à l'échelle du pays, que le Parti ne fut pas en mesure de gérer véritablement, n'accordant pas au travail syndical une véritable valeur.

C'était une première erreur, alors qu'on peut considérer qu'en 1895 il y a pratiquement 480 000 ouvriers syndiqués. En quelques années des Bourses du travail furent également fondés, à Paris, Bordeaux, Lyon, Toulouse, Cognac, Saint-Etienne, Marseille, Boulogne, Saint-Nazaire. Celle de Paris abritait 44 syndicats en 1887, puis 205 en 1892, représentant 300 000 travailleurs.

Le Parti Ouvrier Français abandonna ici un terrain essentiel, ce qui permit inversement à l'anarchisme et à l'apolitisme syndicaliste-révolutionnaire de s'y implanter.

C'est d'autant plus dommage que le Parti Ouvrier Français joua un rôle essentiel à l'initial. Des assises du travail furent organisés en octobre 1892 à Saint-Quentin, afin de former un onzième congrès auquel participèrent 162 fédérations fédérations, chambres syndicales et groupes, de nombreuses structures devant donner un mandat, étant dans l'incapacité d'envoyer un délégué.

Le Parti était ainsi hégémonique dans la Fédération nationale des syndicats, avant de s'y faire écraser lors du congrès de Nantes en 1894. La fusion de cette structure avec la Fédération des bourses du travail donna, en 1895 à Limoges, la Confédération Générale du Travail.

Une erreur similaire fut le refus de participer au mouvement contre le général Boulanger, ce qui isola le Parti. Ce fut aussi le cas avec le soutien à Alfred Dreyfus. Jules Guesde avait bien compris la question et rejetait l'antisémitisme, mais il rejetait toute participation politique, en raison du fait qu'à seux yeux, seule la question collectiviste comptait.

Voici ce qu'il dit, en 24 juillet 1898, avec Paul Lafargue :

« Les prolétaires n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur et dans laquelle se heurtent des Boisdeffre et des Trarieux, des Cavaignac et des Yves Guyot, des Pellieux et des Galliffet.

[Général de Boisdeffre, chef de l'Etat-major quand les poursuites auront lieu contre Dreyfus, royaliste et clérical. Trarieux, sénateur opportuniste, mais dreyfusard. Cavaignac, ministre de la Guerre dans le ministère Brisson (juin-octobre 1898) violemment antidreyfusard. Yves Guyot, dreyfusard, après avoir collaboré en 1871 au journal « Les Droits de l'homme », de Jules Guesde, il avait combattu le socialisme. Pellieux, un des généraux responsables de l'arrestation de Dreyfus. Galliffet, un général versaillais, qui se distingua par sa cruauté au moment de la Commune]

Ils n'ont, du dehors, qu'à marquer les coups et à retourner contre l'ordre - ou le désordre social - les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier. Nous entendons bien qu'il peut y avoir des victimes et que c'est pour leur libération que, faisant appel aux plus nobles sentiments, on voudrait nous entraîner dans la bagarre.

Mais que pourraient être ces victimes - de la classe adverse - comparées aux victimes par millions qui constituent la classe ouvrière, et qui, enfants, femmes, hommes torturés dans les bagnes patronaux, passés au fil de la faim, ne peuvent compter que sur elles-mêmes, sur leur organisation et leur lutte victorieuse pour se sauver?

C'est à elles, à elles seules, que se doit le parti socialiste, le parti ouvrier, qui après avoir arraché, comme il était nécessaire, son masque démocratique à l'antisémitisme ne saurait, sans duperie et sans trahison, se laisser un seul instant dévier de sa route, suspendre sa propre guerre et s'égarer dans des redressements de torts individuels qui trouveront leur réparation dans la réparation générale.

C'est à ceux qui se plaignent que la justice ait été violée contre un des leurs, de venir au socialisme qui poursuit et fera la justice pour tous et non au socialisme à aller à eux, à épouser leur querelle particulière. »

C'était là une vision anti-politique, une sorte d'anarchisme partidaire, où le marxisme sert uniquement de justificatif idéologique à une ligne révolutionnaire totalement unilatérale.

Jules Guesde laissa ici une place complète au réformiste Jean Jaurès, avec qui il polémiqua alors.

La propagande électorale elle-même était par ailleurs peu ou pas politique, s'orientant uniquement par rapport au collectivisme comme seule thématique, dans la négation des réalités politiques, culturelles, idéologiques, etc.

On a ici un positionnement à l'opposé de la social-démocratie d'Europe centrale. Voici un appel du Parti Ouvrier Français lors des élections à Paris :

« Travailleurs de Paris,

Pour la première fois, depuis l'établissement du suffrage universel, les travailleurs français ont compris que, dans l'ordre politique, ils n'avaient rien à attendre de leurs exploiters de l'ordre économique.

Pour la première fois, ne voulant plus faire de distinction entre les partis politiques bourgeois, quel que soit le drapeau qu'ils arborent, ils se sont décidés à les combattre au même titre, comme constituant une seule masse conservatrice vis-à-vis de la misère ouvrière.

Arrivant enfin à la connaissance de leurs droits et de leurs devoirs, aux programmes monarchistes, opportunistes et radicaux, ils opposent, comme base de leurs revendications, le programme du « Parti ouvrier », nouvellement constitué, tel enfin qu'il est sorti des Congrès ouvriers.

Aux candidatures politiciennes, répondant à des divergences plus ou moins sérieuses d'opinion, ils opposent des candidatures de classe répondant à l'antagonisme des intérêts qui domine le présent ordre social.

C'est la lutte électorale, — limitée pour l'instant à la conquête des droits communaux, premier pas dans la voie de l'affranchissement définitif et complet du prolétariat.

Est-il besoin de vous rappeler que si les luttes mémorables et sanglantes, où tant de vôtres sont tombés pour la conquête de vos libertés et de vos droits, n'ont abouti qu'à d'immenses hécatombes, c'est que l'organisation faisait défaut. Que ceci serve d'enseignement au jeune « Parti ouvrier, » qui doit former un faisceau compacte s'il veut résolument conquérir son émancipation qui ne sera obtenue qu'à la suite d'une révolution dans les idées, suivie nécessairement d'une révolution dans les faits.

Travailleurs de Paris,

Une pareille campagne ne peut manquer de vous trouver tous debout et décidés à la poursuivre jusqu'au succès; car c'est votre avenir, c'est l'avenir de ce grand prolétariat, dont vous avez été jusqu'à présent l'avant-garde, qui est en jeu.

Dans tous les arrondissements, dans tous les quartiers où votre drapeau, le drapeau du socialisme ouvrier, a été déployé, vous répondrez à l'appel de vos comités, en vous répétant qu'en dehors du programme du parti, il n'y a guère de place que pour des dupes ou des complices de la classe possédante et dirigeante.

Travailleurs des vingt arrondissements de Paris, vous devez, avec les travailleurs socialistes qui ont adopté le programme ouvrier, marcher au scrutin pour y affirmer ce principe : « Que l'émancipation des travailleurs n'est possible que par les travailleurs eux-mêmes. »

Ainsi, vous aurez aidé à fonder la vraie République, la République sociale. »

On peut voir le même positionnement avec l'adresse au congrès national des mineurs de France, en 1891 :

« Le congrès national du Parti ouvrier salue les mineurs de France réunis en Congrès à Commentry, et fait des vœux pour que de leurs travaux sorte une puissante Fédération nationale des travailleurs du sous-sol.

Ce n'est, en effet, que lorsque vous aurez groupé vos syndicats épars, que vous pourrez,

par la combinaison de vos efforts, remplir les devoirs qui vous incombent vis-à-vis de vous-mêmes, vis-à-vis de vos camarades de l'étranger et vis-à-vis du prolétariat tout entier.

Vous êtes cent mille en France qui, une fois fédérés n'aurez qu'à dire: « nous voulons », pour que la loi sur les délégués mineurs devienne réellement protectrice, en attribuant à vos élus la surveillance du travail dans les mines et en leur allouant une indemnité fixe et mensuelle qui leur permette de vivre en dehors des compagnies.

Votre Fédération vous permettra, d'autre part, de vous entendre pour une action commune indispensable avec les mineurs d'Angleterre, de Belgique, d'Autriche et d'Allemagne déjà organisés nationalement.

Il vous sera possible, enfin, lorsque vous ne formerez plus qu'une seule armée, de songer à cette grève internationale des charbonnages qui, en arrêtant net la production et l'échange, obligera la société bourgeoise à capituler devant les légitimes revendications des travailleurs de tous les métiers qui comptent sur vous pour les affranchir en vous affranchissant.

Vous vous prononcerez à l'unanimité, nous en avons la ferme confiance, pour la journée légale de huit heures, c'est-à-dire pour que, en attendant la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, la loi intervienne qui, limitant le bon plaisir patronal, garantisse aux prolétaires, avec leurs huit heures de sommeil, huit heures de loisir pour jouir de l'existence, s'instruire, s'organiser et préparer la Révolution sociale.

Vous vous prononcerez pour la manifestation internationale du premier Mai, c'est-à-dire, pour que, ce jour-là, transformé en fête du travail, le vide se fasse dans les puits et dans les usines, seule manière de démontrer au capital qu'il n'est rien, qu'il disparaîtrait sans le travail, père et mère de toutes les richesses.

Vous vous prononcerez encore pour le retour à la société des mines arrachées aux plus voleurs des actionnaires et restituées à l'ensemble des mineurs produisant pour la nation et sous son contrôle.

Et, ce faisant, vous aurez bien mérité de vos familles, qui attendent leur bien-être de votre énergie, et de l'humanité entière, dont la liberté est suspendue à l'expropriation capitaliste et à la socialisation de tous les moyens de production.

Vivent les mineurs de France!  
Vive le parti ouvrier!

Pour le Conseil national:  
Le secrétaire pur l'intérieur,  
Jules Guesde.  
11 mars 1891 »

Cette perspective ultra ne pouvait que se retourner en son contraire.

## **L'effondrement**

L'effondrement du Parti Ouvrier Français était dans sa matrice même : sans base idéologique et

culturelle, rien n'était possible. Karl Marx et Friedrich Engels espéraient que le Parti Ouvrier Français soit le début de quelque chose : ses acteurs le voyaient comme une fin en soi.

Or, de par la réalité historique, il fallait bien que le Parti Ouvrier Français aient une stratégie et une tactique. De par les réalités historiques françaises par ailleurs, il fallait se positionner par rapport à la question municipale.

Voici justement le *Programme municipal* de 1892, qui témoigne de la tentative de combinaison d'une revendication collectiviste générale à des appels à des mesures d'urgence.

Article Premier. —Institution de cantines scolaires on les enfants trouveront à prix réduit ou gratuitement un repas de viande entre la classe du matin et la classe du soir; et, deux fois par an, à l'entrée del'hiver et de l'été, distribution de chaussures et de vêtements.

Art. 2.—Introduction, dans le cahier des charges pour les travaux de la ville, des clauses réduisant à huit heures la journée de travail, garantissant un minimum de salaire déterminé par le Conseil d'accord avec les corporations et interdisant le marchandage aboli par un décret-loi de 1848. — Organisation d'un service d'inspection chargé de veillera l'exécution de ces clauses.

Art. 3.—Bourse du travail confiée à l'administration, des syndicats ouvriers et groupes corporatifs.

Art. 4. — Suppression des taxes d'octroi sur les denrées alimentaires.

Art. 5.—Exemption pour les petits loyers de toute cote mobilière et personnelle, reportée sur les loyers d'un taux supérieur progressivement imposés.—Assainissement et réparation aux frais des propriétaires des logements reconnus insalubres.—Imposition des terrains non bâtis proportionnellement à leur valeur vénale et des locaux non loués proportionnellement à leur valeur locative.

Art. 6.—Placement par les municipalités et les Bourses du travail ou les syndicats, et retrait des autorisations aux placeurs. .

Art. 7.—Création de maternités et d'asiles pour les vieillards et les invalides du travail. — Asiles de nuit et distribution de vivres pour les passagers et lès ouvriers à la recherche de travail sans résidence fixé.

Art. 8 — Organisation d'un service gratuit de médecine et d'un service de pharmacie à prix réduits.

Art. 9. — Établissements de bains et, de lavoirs publics et gratuits.

Art. 10.—Création de sanatorium pour l'enfance ouvrière et envoi dans les sanatoriums existants aux frais delà commune.

Art. 11.—Service de consultations incendiaires gratuites pour les litiges intéressant les ouvriers.

Art. 12.—Rétribution des fonctions municipales au taux maximum des salaires ouvriers, à l'effet de ne pas exclure de l'administration de la commune une classe entière de citoyens, la plus nombreuse, celle qui n'a que son travail pour vivre.

Art. 13.—En attendant que soit remaniée dans un sens conforme aux intérêts du travail la juridiction de là prud'homme, rétribution dès prud'hommes ouvriers à un taux qui leur assure l'indépendance absolue L. vis-à-vis du patronat.

Art. 14- Publication d'un bulletin municipal officiel et affichage des décisions prises par le Conseil.

Cette acceptation d'une activité tactique pour les élections municipales impliquait de vouloir les gagner. La conciliation entre municipalisme et révolution fut toujours une problématique terrible : les guesdistes étaient eux-mêmes nés dans la lutte de deux lignes avec les possibilistes favorables au municipalisme.

Avec la fragilité théorique et culturelle du Parti Ouvrier Français, il ne manquait alors qu'un appel d'air pour basculer. Cela arriva avec le banquet du 30 mai 1896 qui suivit les élections municipales, où les courants socialistes avaient conquis 46 des 265 municipalités où ils étaient présents, dont Lille et Marseille.

En proche banlieue parisienne, le député de la Seine Alexandre Millerand formula devant les regroupements socialistes, Jules Guesde et Paul Lafargue étant présents, la nécessité de l'unité pour gagner les élections.

L'engouement est total pour les 600 convives, qui consomment des potages Saint-Germain et Tapioca, des hors d'œuvres de radis et de sardines, des truites saumonées sauce crevette, des bouchées victoria, des filets de bœuf à la parisienne accompagné de haricots verts au velouté et de petits pois, des rôtis, des dindonneaux et des poulets au cresson, des salades et des desserts, du vin de Bordeaux et du champagne, du café et du cognac.

On est là dans la corruption la plus complète et le Parti Ouvrier Français capitula.

Friedrich Engels, dans une lettre à Jules Guesde du 14 avril 1893, avait conseillé la ligne contraire ; il s'agissait de

« faire pénétrer au Palais Bourbon une petite colonne compacte qui établisse une fois pour toutes, et sans qu'on puisse s'y méprendre, le caractère du socialisme français, de telle sorte que les éléments épars soient mis dans la nécessité de se rallier autour de lui. »

Au lieu de cela, on a une unité sans principes. Une présentation des congrès du Parti Ouvrier Français par Paul Lafargue témoigne de l'évolution insidieuse de celui-ci vers la passivité :

1876 (2-10 octobre). Congrès de Paris, où fut, pour la première fois, adopté le principe des candidatures ouvrières ;

1878 (28 janvier-8 février). Congrès de Lyon, où un petit noyau de délégués dépose une proposition tendant à l'appropriation collective du sol et des instruments de travail ;



1879 (20-31 octobre). Congrès de Marseille, où la minorité de Lyon, devenue majorité, établit les principes constitutifs du Parti ouvrier ;

1880 (16-22 novembre). Congrès du Havre, qui formule le programme du Parti avec ses considérants ;

1881 (30 octobre-6 novembre). Congrès de Reims, qui maintient le programme intact contre les premières tentatives d'embourgeoisement du Parti ;

1882 (26 septembre-1er octobre). Congrès de Roanne, où le programme de Marseille est complété et rédigé dans sa forme définitive ;

1884 (29 mars-7 avril). Congrès de Roubaix qui, d'accord avec la Democratic Federation d'Angleterre, représentée par les citoyens Belfort-Bax et Quelch, inaugure le plan d'une campagne pour l'établissement d'une législation internationale ouvrière sur la base de la journée de huit heures ;

1890 (11-12 octobre). Congrès de Lille qui, en même temps qu'il donne au Parti sa constitution intérieure définitive, fait un devoir à chaque militant d'entrer dans la Chambre syndicale de sa corporation ;

1891 (26-28 novembre). Congrès de Lyon, où est adopté le Programme municipal avec lequel le Parti s'est installé en maître dans les Hôtels-de-Ville de grandes cités comme Lille, Roubaix, Marseille, Cette, Roanne, Montluçon, etc. ;

1892 (24-28 septembre). Congrès de Marseille, qui élabore le Programme agricole, renfermant les revendications essentielles de la démocratie paysanne : travailleurs des champs, petits propriétaires, fermiers et métayers, appelés ainsi à s'organiser contre la féodalité terrienne ;

1893 (7-9 octobre). Congrès de Paris, qui constitue à la Chambre des députés la fraction parlementaire du Parti, avec mandat de s'entendre et d'agir en commun avec les autres élus socialistes du Parlement ;

1894 (14-16 septembre). Congrès de Nantes qui complète le Programme agricole en le faisant précéder de ses considérants ;

1895 (8-11 sept.). Congrès de Romilly, et,

1896 (21-24 juillet). Congrès de Lille, où est rédigé, avec le concours du syndicat des marins, le Programme maritime, comprenant les revendications des gens de mer, pêcheurs et marins de commerce.

1897 (10-13 juillet). Congrès de Paris, qui résout, au point de vue socialiste, la question des syndicats et des coopératives ;

1898 (17-20 septembre). Congrès de Montluçon qui, par des résolutions motivées, classe définitivement parmi les pires formes de la réaction, malgré leurs apparences démagogiques, les mouvements antisémites et nationalistes ;

1899 (13-17 août). Congrès d'Épernay, où est préparée la collaboration du Parti à l'union des forces socialistes ;

Au Congrès général des organisations socialistes françaises (Paris 3-8 décembre 1899), où les délégués du Parti ouvrier représentaient sensiblement près de la moitié des mandats, les résolutions adoptées, interdisant à un socialiste d'entrer dans un ministère bourgeois et mettant sous le contrôle d'un organisme central les journaux, les élus et les candidats qui se réclament du socialisme, n'étaient, pour le fond et pour la forme, que les résolutions mêmes votées par le Parti dans son Congrès d'Épernay.

Le constat dressé à la fin par Paul Lafargue est totalement erroné. Le Parti Ouvrier Français s'effondra justement aux élections de 1902 par rapport à 1898, perdant un tiers de ses députés, alors qu'il a mené la fronde contre la participation d'Alexandre Millerand au Gouvernement Waldeck-Rousseau.

Il fusionna la même année avec le Parti Socialiste Révolutionnaire issu des blanquistes du Comité Révolutionnaire Central travaillant désormais conjointement avec l'Alliance Communiste Révolutionnaire. Le Parti Socialiste de France qui en découla fusionna trois ans plus tard avec le Parti Socialiste Français de Jean Jaurès, afin de former la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO).

Le Parti Ouvrier Français avait échoué à marquer son époque, à former une social-démocratie authentique en France. Les socialistes français unifiés étaient désormais désorientés idéologiquement, fragmentés sur le plan des idées et des conceptions, à la merci des opportunistes donnant le ton.

La bourgeoisie, quant à elle, disposait de sa *Belle Époque*.